

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2953

[2004/202001]

19 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la composition et l'organisation du jury délivrant les attestations d'accès aux titres professionnels particuliers des sciences médicales et dentaires

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, notamment son article 74;

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, tel que modifié par le décret du 27 février 2003, notamment ses articles 14, § 2bis, et 29bis;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment son article 20;

Considérant les documents préparatoires du 20 mars 2003 et du 23 septembre 2003 élaborés par le collège de doyens des facultés de médecine des universités de la Communauté française;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2004 sur la concertation avec les organisations représentatives des étudiants à organiser selon la procédure d'urgence;

Considérant cette concertation préalable du 8 avril 2004 avec les organisations représentatives des étudiants;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 25 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 31 mars 2004;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai de trente jours;

Vu l'avis n° 36.958/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 mai 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, al. 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er} — Création et composition des jurys

Article 1^{er}. Il est créé un jury interuniversitaire d'admission aux études de spécialisation en sciences médicales et dentaires.

Ce jury est composé des doyens et vice-doyens des facultés de médecine des institutions universitaires habilitées à organiser ces études ou leur délégué respectif dûment mandaté à cet effet par leur institution et des sections définies conformément aux articles suivants.

Les doyens et vice-doyens y assurent collégalement la coordination des travaux de ces sections.

Art. 2. Il est créé une section interuniversitaire par groupe de titres professionnels particuliers fixés par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, regroupés conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 30 mai 2002 relatif à la planification de l'offre médicale.

Il est également créé une section interuniversitaire d'admission aux études de spécialisation menant au titre professionnel particulier de médecin généraliste.

Art. 3. Il est créé une section interuniversitaire par groupe de titres professionnels particuliers fixés par l'article 3 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité, regroupés conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 30 mai 2002 relatif à la planification de l'offre de l'art dentaire.

Il est créé une section interuniversitaire chargée de l'accès au titre professionnel particulier de dentiste généraliste.

Art. 4. Chaque section du jury est composée de deux membres issus de chaque institution universitaire habilitée à organiser ces études et désignés par elle.

CHAPITRE II. — Fonctionnement des jurys

Art. 5. § 1^{er}. Pour l'année académique considérée, les étudiants introduisent leur demande d'inscription auprès de l'institution universitaire de leur choix, dans les formes et délais prévus au règlement des études de celle-ci.

Lorsque cette demande vise plusieurs études de spécialisation, l'étudiant précise l'ordre de ses préférences.

§ 2. Pour les titres professionnels accessibles à l'issue des études de base, la demande d'attestation est introduite par l'étudiant auprès de l'institution qui lui confère le grade académique de deuxième cycle, dans les formes et délais prévus au règlement des études de celle-ci.

Art. 6. Chaque année, pour le 15 septembre, chaque section du jury établit une liste des candidats classés conformément aux dispositions légales.

Pour chaque titre professionnel particulier visé à l'article 1^{er} ou à l'article 2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 précité qui fait l'objet d'un quota particulier, la section concernée établit un classement spécifique.

Art. 7. Dans les dix jours de l'établissement de ces classements, le collège des doyens et vice-doyens composant le jury sélectionne les candidats conformément aux classements des sections et dans le respect des minima par groupe de spécialités et du nombre total d'accès aux titres professionnels autorisés respectivement par l'arrêté royal du 30 mai 2002 relatif à la planification de l'offre médicale et par l'arrêté royal du 30 mai 2002 relatif à la planification de l'offre de l'art dentaire.

CHAPITRE III. — Délivrance des attestations

Art. 8. § 1^{er}. L'attestation d'admission aux études de spécialisation est délivrée par l'institution universitaire auprès de laquelle l'étudiant prend son inscription.

Pour les études du domaine des sciences médicales, elle consiste en l'attestation qui prouve que le candidat est retenu par une faculté de médecine pour la discipline dans laquelle il compte se former au sens de l'article 10 de l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités de l'agrégation des médecins spécialistes et des médecins généralistes.

§ 2. L'attestation visée à l'art. 5, § 2, est délivrée par l'institution universitaire qui a délivré le grade académique de deuxième cycle du candidat.

Art. 9. La liste des candidats sélectionnés est transmise au ministre qui a l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans ses attributions dans les cinq jours de la décision du jury.

Elle est publiée par voie d'affichage dans chaque institution universitaire concernée dans les mêmes délais.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires, exécutoires et d'entrée en vigueur*

Art. 10. A titre transitoire, les sections du jury d'admission aux études de spécialisation en sciences médicales ou dentaires constituent les commissions interuniversitaires visées à l'article 14, § 2bis, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, tel que modifié par le décret du 27 février 2003.

A titre transitoire, la section du jury d'admission aux études de spécialisation en sciences médicales ou dentaires chargée de l'accès au titre professionnel particulier de dentiste généraliste constitue le jury interuniversitaire visé à l'article 29bis du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, tel que modifié par le décret du 27 février 2003.

Art. 11. Pour l'application des mesures transitoires définies à l'article 10 du décret du 27 février 2003 modifiant les dispositions relatives aux études du secteur des sciences de la santé dans le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques et dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les étudiants inscrits à une année d'études du deuxième ou du troisième cycle du domaine des sciences médicales avant l'année académique 2000-2001 sont réputés porteurs d'une attestation d'avis favorable délivrée à l'issue des études de premier cycle en sciences médicales.

Pour l'application des mesures transitoires définies à l'article 10, alinéa 2, du décret du 27 février 2003 précité, les étudiants ayant réussi une année d'études de premier cycle en science dentaire avant l'année académique 1997-1998 sont réputés porteurs d'une attestation d'avis favorable délivrée à l'issue des études de premier cycle en science dentaire.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2004-2005, à l'exception des mesures visant la délivrance des attestations donnant accès au titre professionnel particulier de dentiste généraliste qui produisent leurs effets pour les diplômés de l'année académique 2003-2004.

Art. 13. Le ministre qui a l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mai 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2953

[2004/202001]

19 MEI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dat de samenstelling en de organisatie vastlegt van de examencommissie die de attesten van toelating tot de bijzondere beroepstitels van de medische wetenschappen en de tandheelkunde uitreikt

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 betreffende de definitie van het hoger onderwijs en de integratie ervan in het Europese perspectief van het hoger onderwijs en de herfinanciering van de universiteiten, meer bepaald op artikel 74;

Gelet op het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, zoals aangepast door het decreet van 27 februari 2003, meer bepaald op de artikelen 14, § 2bis, en 29bis;

Gelet op de bijzondere wet op de institutionele hervormingen van 8 augustus 1980, meer bepaald het artikel 20; Gelet op de voorbereidende documenten van 20 maart 2003 en 23 september 2003 opgemaakt door het college der rectoren van de faculteiten geneeskunde van de universiteiten van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 over het overleg met de representatieve studentenorganisaties dat moet worden voorzien overeenkomstig de noodprocedure;

Gelet op dit voorafgaand overleg van 8 april 2004 met de representatieve studentenorganisaties;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 25 maart 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 31 maart 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 met betrekking tot het advies gevraagd aan de Raad van State binnen een termijn van dertig dagen;

Gelet op het advies nr. 36.958/2 van de Raad van State, gegeven op 10 mei 2004 in toepassing van artikel 84, § 1, al. 1, 1ste lid van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en samenstelling van de examencommissies*

Artikel 1. Er wordt een interuniversitaire toelatingsexamencommissie opgericht voor de specialisatiestudies betreffende medische wetenschappen en tandheelkunde.

Deze examencommissie bestaat uit de rectoren en vice-rectoren van de faculteiten geneeskunde van de universitaire instellingen die deze studies aanbieden of hun respectievelijke afgevaardigden die hiervoor een mandaat hebben gekregen van hun instellingen en secties vastgelegd overeenkomstig de volgende artikelen.

De rectoren en vice-rectoren staan gezamenlijk in voor de coördinatie der werken van deze verschillende sectoren.

Art. 2. Er wordt een interuniversitaire sectie opgericht per groep bijzondere beroepstitels bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde, gehergroepeerd overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 mei 2002 betreffende de planning van het medisch aanbod.

Er wordt eveneens een interuniversitaire sectie opgericht voor de toelating tot de specialisatiestudies voor de bijzondere beroepstitel van huisarts.

Art. 3. Er wordt een interuniversitaire sectie opgericht per groep bijzondere beroepstitels bepaald in artikel 3 van het eerdergenoemde koninklijk besluit van 25 november 1991, gehergroepeerd overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 30 mei 2002 betreffende de planning van de tandheelkunde.

Er wordt eveneens een interuniversitaire sectie opgericht voor de toelating tot de specialisatiestudies voor de bijzondere beroepstitel van tandarts.

Art. 4. Elke sectie van de examencommissie is samengesteld uit twee leden komende van elke universitaire instelling die deze studies aanbieden en worden door deze instelling aangeduid.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de examencommissies*

Art. 5. § 1. Voor het betreffende academiejaar, dienen de studenten hun inschrijvingsvraag in bij de universitaire instelling van hun keuze in de vorm en binnen de termijnen voorzien in het studiereglement van deze instelling.

Als deze vraag meerdere specialisatiestudies inhoudt, stelt de student een rangorde op in functie van zijn voorkeuren.

§ 2. Voor de beroepstitels die toegankelijk zijn na het beëindigen van basisstudies, wordt de toelatingsvraag door de student gericht naar de instelling die hem de academische graad van de tweede cyclus heeft toegekend, in de vorm en binnen de termijn vastgelegd in het studiereglement van deze instelling.

Art. 6. Voor 15 september van elk jaar, maakt elke sectie van de examencommissie een lijst op van de kandidaten geklasseerd overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

Voor elke bijzondere beroepstitel bedoeld in artikel 1 of artikel 2 van het eerdergenoemde koninklijk besluit van 25 november 1991, die het voorwerp van een bijzonder quotum uitmaakt, maakt de betrokken sectie een specifieke klassering op.

Art. 7. Binnen de tien dagen na de opmaak van deze klasseringen selecteert het college van rectoren en vice-rectoren, dat deze examencommissie vormt, de kandidaten overeenkomstig de klasseringen van de secties en rekening houdend met de minima voor elke groep van specialisaties en het totale aantal toelatingen tot beroepstitels respectievelijk vastgesteld door het koninklijk besluit van 30 mei 2002 betreffende de planning van het medisch aanbod en door het Koninklijk besluit van 30 mei 2002 betreffende de planning van de tandheelkunde.

HOOFDSTUK III. — *Aflevering van de attesten*

Art. 8. § 1. Het toelatingsattest tot de specialisatiestudies wordt afgeleverd door de universitaire instelling waar de student zijn inschrijving heeft gedaan.

Voor de studies in het domein van de medische wetenschappen, bestaat dit uit een attest dat bewijst dat de kandidaat in aanmerking werd genomen door een faculteit geneeskunde voor de discipline waarin hij zich wenst te vormen in de zin van artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere modaliteiten voor erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen.

§ 2. Het attest bedoeld in artikel 5, § 2, wordt afgeleverd door de universitaire instelling die de academische graad van de tweede cyclus heeft afgeleverd aan de kandidaat.

Artikel 9. De lijst met de geselecteerde kandidaten wordt binnen de vijf dagen na de beslissing van de examencommissie doorgestuurd naar de minister die het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek tot zijn bevoegdheid heeft.

De lijst wordt binnen dezelfde termijn gepubliceerd door aanplakking in elke betrokken universitaire instelling.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsmaatregelen, uitvoeringsbepalingen en inwerkingtreding*

Art. 9. Bij wijze van overgangsmaatregel zijn de secties van de examencommissie die toelating geven tot de specialisatiestudies in de medische wetenschap of de tandheelkunde de interuniversitaire commissies bedoeld in artikel 14, § 2bis, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, zoals aangepast door het decreet van 27 februari 2003.

Bij wijze van overgangsmaatregel zijn de secties van de examencommissie die toegang geven tot de specialisatiestudies in de medische wetenschap of de tandheelkunde belast met de toelating tot de beroepstitel tandarts de interuniversitaire commissies bedoeld in artikel 29bis van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, zoals aangepast door het decreet van 27 februari 2003.

Art. 10. Voor de toepassing van de overgangsmaatregelen bepaald in artikel 10 van het decreet van 27 februari betreffende de wijziging van de bepalingen inzake studies in de sector van de gezondheidswetenschappen in het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden en in de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering en de controle van de universitaire instellingen, worden de studenten ingeschreven in een studiejaar van de tweede of de derde cyclus van het domein van de medische wetenschappen voor het academisch jaar 200-2001 beschouwd als zijnde drager van een attest met een positief advies afgeleverd na het beëindigen van de studies van de eerste cyclus medische wetenschappen.

Voor de toepassing van de overgangsmaatregelen bepaald in artikel 10, alinea 2, van het eerder genoemde decreet van 27 februari 2003, worden de studenten die geslaagd zijn voor een studiejaar van de eerste cyclus tandheelkunde voor het academiejaar 1997-1998 beschouwd als houders van een attest met een positief advies afgeleverd na het beëindigen van de studies van de eerste cyclus tandheelkunde.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2004-2005, met uitzondering van de maatregelen in verband met de aflevering van attesten die toegang verlenen tot de bijzondere beroepstitel tandarts, die reeds effect hebben voor diploma's van het academiejaar 2003-2004.

Art. 12. De Minister die het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek onder haar bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, op 19 mei 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek
Mevr. Fr. DUPUIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2954

[2004/202090]

25 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 classant les cours dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'Enseignement supérieur artistique, notamment les articles 5, 15, alinéa 3, et 20, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 classant les cours dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu l'avis n° 14 du Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique adopté le 27 janvier 2004, sa recommandation n° 5 adoptée lors de la réunion du 29 janvier 2004 et son avis n° 16 du 18 mars 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} avril 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 avril 2004;

Considérant l'urgence de disposer des intitulés de cours pour la prochaine rentrée académique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 2004 sur la concertation avec les organisations représentatives des étudiants selon la procédure d'urgence et sur la négociation, également selon la procédure d'urgence, avec les organisations syndicales au sein du Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, réunis conjointement;

Vu le protocole de négociation du 26 avril 2004 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, réunis conjointement;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants menée le 28 avril 2004;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai de cinq jours ouvrables;

Vu l'avis n° 37.073/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre chargée de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les tableaux annexés à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 classant les cours dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française sont modifiés comme suit :

1^o A l'annexe 1^{re} relative au domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, la liste des cours classés dans la catégorie des cours généraux est complétée par les cours suivants :

Psychopédagogie	Générale
Sciences et sciences appliquées	Stabilité
Sciences et sciences appliquées	Physique
Sciences et sciences appliquées	Electricité
Sciences et sciences appliquées	Sciences appliquées à la restauration
Sciences et sciences appliquées	Générales
Histoire et actualité des arts	De l'antiquité au Moyen-Age
Histoire et actualité des arts	Arts de la scène
Histoire	Générale

2^o A la même annexe 1^{re}, la liste des cours classés dans la catégorie des cours artistiques est complétée par les cours suivants :

Architecture d'intérieurs	Design
Architecture d'intérieurs	Patrimoine

3^o A la même annexe 1^{re}, la liste des cours classés dans la catégorie des cours artistiques est modifiée de la manière suivante :

Création d'intérieurs et étalage	Atelier (TC)
----------------------------------	--------------